



Les grands titres:

- Nigeria : l'UNICEF appelle à intensifier de toute urgence les opérations humanitaires dans l'Etat de Borno
- Turquie : la réponse des autorités à la tentative de coup d'Etat de vendredi doit se fonder sur l'état de droit
- Syrie : l'OMS condamne plusieurs attaques meurtrières contre des hôpitaux
- Dans le sillage d'El Niño, Ban Ki-moon appelle à renforcer la résilience aux événements météorologiques extrêmes
- Tourisme : l'année 2016 a bien démarré pour le tourisme international, selon l'OMT
- Ban Ki-moon salue une mesure de financement renforçant l'autonomie de l'Union africaine
- Les zones arides contiennent 27% de la superficie forestière mondiale, selon la FAO
- Bahreïn : l'ONU appelle à revenir sur la décision de dissoudre le principal parti d'opposition
- Soudan du Sud : le HCR inquiet du sort de milliers de personnes fuyant les violences vers l'Ouganda
- Maladies non transmissibles: les pays progressent mais doivent intensifier leurs efforts pour tenir les engagements mondiaux

Nigeria : l'UNICEF appelle à intensifier de toute urgence les opérations humanitaires dans l'Etat de Borno



Un dépistage nutritionnel pour les enfants du camp de déplacés de Dalori, dans la ville de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria. Photo: UNICEF / Esiebo

19 juillet - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a appelé mardi l'ensemble de ses partenaires à intensifier de toute urgence leurs opérations humanitaires pour sauver les vies de centaines de milliers d'enfant souffrant de malnutrition dans le nord du Nigéria.

« Près d'un quart de million d'enfants souffrent de malnutrition sévère dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigeria, et risquent fortement d'en mourir », a déclaré l'UNICEF dans un communiqué de presse, ajoutant que l'ampleur des besoins ne cesse d'augmenter chaque jour.

Selon l'agence, en effet, à mesure que les zones du nord du Nigéria deviennent progressivement accessibles aux acteurs humanitaires, la crise nutritionnelle qui touche les enfants est de plus en plus visible.

« Parmi les 244.000 enfants qui souffrent de malnutrition aiguë sévère à Borno, on estime que 49.000 enfants d'entre eux, soit presque 1 sur 5, vont mourir s'ils ne reçoivent pas de traitement », a indiqué l'UNICEF.

Il a estimé qu'en moyenne, environ 134 enfants mourront chaque jour de causes liées à la malnutrition aiguë sans une intensification rapide de la réponse humanitaire, a précisé le Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Manuel Fontaine, à l'issue d'une visite dans l'Etat de Borno. « Nous avons besoin que tous les partenaires et les donateurs s'engagent pour empêcher que d'autres enfants ne meurent. Personne ne peut aborder une crise de cette ampleur seul », a-t-il ajouté.

Dans l'Etat de Borno, M. Fontaine s'est rendu sur plusieurs sites nouvellement accessibles qui étaient auparavant sous le contrôle de Boko Haram. Selon lui, les personnes déplacées ont trouvé refuge dans des villes détruites et les familles ont un accès limité à l'eau, la nourriture et un assainissement adéquat.

« On estime à 2 millions le nombre de personnes auxquelles nous n'avons toujours pas accès dans l'Etat de Borno, ce qui signifie que la véritable portée de cette crise n'a pas encore été révélée au monde », a déclaré M. Fontaine. Il a souligné que si des organisations sur le terrain font un excellent travail, personne n'est en mesure de répondre à l'ampleur des besoins et avec le niveau de qualité voulu. « Nous devons tous intensifier l'aide », a-t-il dit.

Au début de 2016, l'UNICEF a lancé un appel de fonds de 55,5 millions de dollars pour répondre à la crise humanitaire dans le nord-est du Nigeria, mais jusqu'à présent, l'agence a indiqué n'avoir reçu que 23 millions de dollars. L'UNICEF a aussi dit s'attendre à ce que le montant des fonds nécessaires augmente dans les prochaines semaines, à mesure que la région est libérée du joug de Boko Haram.

Turquie : la réponse des autorités à la tentative de coup d'Etat de vendredi doit se fonder sur l'état de droit



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

19 juillet - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé mardi les autorités turques à inscrire leur réponse au coup d'Etat manqué de la semaine dernière dans le cadre d'un renforcement des institutions démocratiques, des contre-pouvoirs et de la protection des droits de l'homme.

« Suite à une expérience aussi traumatisante, il est particulièrement important de s'assurer que les droits humains ne soient pas sacrifiés au nom de la sécurité, dans la hâte de punir ceux qui sont perçus comme étant responsables », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse, en référence à la tentative avortée de coup d'Etat du vendredi 15 juillet, qui a fait au moins 265 morts à Ankara et Istanbul.

M. Zeid s'est notamment dit « profondément préoccupé » par le grand nombre de juges et procureurs suspendus, puis mis en détention le lendemain, samedi, ainsi que par les arrestations ordonnées contre un grand nombre d'autres personnes.

Selon la presse, en effet, environ 6.000 individus auraient été mis en garde à vue, dont des centaines de généraux, juges et procureurs, arrêtés à travers tout le pays pour leur soutien présumé à la tentative de renversement du régime du Président Recep Tayyip Erdogan.

« Les suspensions de masse ou les révocations de juges sont une source sérieuse d'inquiétude, et les rapports selon lesquels beaucoup d'entre eux ont fait l'objet d'ordonnances de détention font également craindre des détentions arbitraires », a précisé M. Zeid.

Il a par conséquent exhorté le gouvernement de la Turquie à en maintenir l'état de droit et à renforcer la protection des droits humains et des institutions démocratiques dans sa gestion de l'après-coup d'Etat.

Le Haut-Commissaire a par ailleurs condamné les pertes en vie humaines suite à cette tentative de coup d'Etat. Saluant le peuple turc, qui est « courageusement descendu dans les rues pour défendre son pays contre ceux qui ont cherché à saper sa démocratie », il a appelé à ce que les responsables de la violence soient traduits en justice.

Toutefois, M. Zeid a également souligné le droit des responsables des violences à un procès équitable et l'importance du respect de la présomption d'innocence. Il a aussi appelé les autorités à permettre à des observateurs indépendants d'accéder à des lieux de détention, ajoutant que « les autorités turques ont l'obligation d'enquêter sur tous les rapports faisant état de violences, quelles que soient les tendances politiques des auteurs présumés ».

M. Zeid a en outre exprimé sa profonde préoccupation face aux appels de certains hauts responsables turcs à rétablir la peine de mort dans le pays.

Parallèlement, des experts des droits de l'homme de l'ONU ont également tiré la sonnette d'alarme mardi face au nombre de juges et de procureurs suspendus et arrêtés.

Dans un communiqué de presse conjoint, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, Mónica Pinto, le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion, David Kaye, et l'actuel Président-Rapporteur du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, Sètondji Roland Jean-Baptiste Adjovi, ont appelé le gouvernement à se conformer à ses obligations internationales en matière de droits dans sa réponse à la tentative de coup d'Etat.

« En ces temps de crise, le respect des droits humains et des libertés fondamentales est plus essentiel que jamais », ont précisé les experts de l'ONU, faisant écho à l'appel de M. Zeid.

Syrie : l'OMS condamne plusieurs attaques meurtrières contre des hôpitaux



Des médecins traitent un homme grièvement blessé à la tête à l'hôpital chirurgical Al Razy, l'un des 4 derniers hôpitaux ouverts à Alep, en Syrie. Photo : OMS / T. Jasarevic

19 juillet - Dans un communiqué de presse, l'agence a indiqué que, le 16 juillet, l'hôpital Omar Ibn Abdel Aziz, situé dans la partie Est de la ville d'Alep, a été attaqué pour la troisième fois en 45 jours. Plusieurs membres du personnel médical auraient été blessés durant cette attaque.

Par ailleurs, l'OMS a indiqué que, le 14 juillet, l'hôpital de campagne Hamra Kafr, dans la périphérie Nord d'Alep, a été fortement endommagé par des combats qui auraient tué une personne et blessé plusieurs autres. « Les services de soins de santé sont désormais interrompus et l'hôpital est dysfonctionnel », a déclaré l'OMS, ajoutant qu'une ambulance située à proximité a aussi été détruite lors de l'attaque et que son conducteur a été blessé.

L'agence a d'autre part indiqué que, le 11 juillet, un hôpital soutenu par une organisation non gouvernementale locale à Idlib aurait aussi été frappé, entraînant la mort de 3 civils. « L'hôpital, qui fournissait une moyenne de 2065 consultations externes et 86 interventions chirurgicales majeures [par mois], est désormais fermé », a précisé l'OMS.

L'agence a estimé que ces derniers événements constituaient un sérieux revers pour les communautés touchées par le conflit, ainsi qu'un défi supplémentaire pour les travailleurs humanitaires en Syrie. « Il est inacceptable que de telles attaques contre les soins de santé, qui violent le droit international humanitaire, surviennent aussi fréquemment et avec une telle ampleur », a dénoncé l'OMS.

L'agence a ainsi rapporté jusqu'à 40 attaques confirmées contre des établissements de santé à travers la Syrie en 2016, estimant que près de 60% des hôpitaux publics du pays avaient fermé leur portes ou ne fonctionnaient que partiellement.

Face à cette situation, l'OMS a exhorté à nouveau toutes les parties au conflit à respecter la sécurité et la neutralité des agents de santé et des établissements de santé.

Dans le sillage d'El Niño, Ban Ki-moon appelle à renforcer la résilience aux événements météorologiques extrêmes



Des agriculteurs en Ethiopie, dans la Corne de l'Afrique, l'une des régions les plus touchées par El Niño. Photo : FAO / Tamiru Legesse

19 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mardi la communauté internationale à tirer les leçons des conséquences dévastatrices du dernier phénomène climatique El Niño pour des millions de personnes dans le monde, notamment en réalisant en amont les investissements nécessaires pour renforcer la résilience au changement climatique des populations les plus vulnérables

« La vie et les moyens de subsistance de millions de personnes [...] partout dans le monde ont été bouleversés par les phénomènes météorologiques extrêmes liés à ce puissant [épisode d'] El Niño », a constaté M. Ban lors d'un événement sur El Niño et le climat, organisé en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, dans l'enceinte du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), à New York.

« Du couloir de la sécheresse en Amérique centrale, à la Corne de l'Afrique, en passant par l'Afrique du Sud, les îles du Pacifique et l'Asie du Sud-Est, El Niño a provoqué des sécheresses et des inondations qui ont dévasté les communautés, au détriment des moyens de subsistance de plus de 60 millions de personnes », a poursuivi le chef de l'ONU.

Il a ajouté que le changement climatique induit par l'homme semblait désormais interagir avec le phénomène El Niño comme jamais auparavant. « Nous devons nous attendre à ce que les événements futurs soient moins prévisibles, plus fréquents et plus graves, à commencer par La Niña, qui est susceptible de débuter vers la fin 2016 et de se prolonger au cours de l'année 2017 », a-t-il mis en garde, en référence à cet autre phénomène météorologique dont les conséquences maritimes et climatiques sont globalement inverses à celles d'El Niño.

« Les défis de notre réponse vont bien au-delà de l'action humanitaire », a poursuivi M. Ban, soulignant que les événements météorologiques extrêmes risquaient d'inverser les gains du développement. « Les gens et les communautés ne peuvent pas échapper à la pauvreté ou éliminer la faim si leurs ressources sont anéanties par des inondations, des tempêtes ou des sécheresses une année sur deux », a-t-il dit.

Le Secrétaire général a par conséquent appelé la communauté internationale à tirer les leçons de l'épisode El Niño de cette année. « Nous devons prévenir, préparer et atténuer les effets du changement climatique, qui impacte surtout ceux qui sont les moins responsables de son apparition », a-t-il précisé.

Pour cela, M. Ban a insisté sur la nécessité de réaliser en amont les investissements capables d'entraîner une réduction des risques et de renforcer la résilience, notamment des plus vulnérables. « Nous devons réunir les éléments liés à l'humanitaires, au développement et à la résilience climatique pour atteindre les objectifs communs et les résultats collectifs », a-t-il dit.

Le Secrétaire général a rappelé, à cet égard, que le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU (CERF) avait alloué 120 millions de dollars aux partenaires humanitaires de l'Organisation pour financer la réponse à El Niño dans 19 pays cette année.

Pour continuer dans cette voie, M. Ban a demandé aux gouvernements concernés, aux bailleurs de fonds, à la société civile, aux acteurs humanitaires et du développement, ainsi qu'aux partenaires du secteur privé de seconder les efforts de l'ONU pour sensibiliser l'opinion et obtenir des ressources supplémentaires dans la lutte contre les effets d'El Niño et du réchauffement climatique.

Par ailleurs, dans un communiqué de presse publié mardi, le Secrétaire général a invité tous les dirigeants mondiaux à participer à un événement spécial, le 21 septembre prochain au siège de l'ONU à New York, pour déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à l'Accord de Paris sur le changement climatique. L'événement, a-t-il indiqué, sera également l'occasion pour d'autres pays de

s'engager publiquement à adopter ou ratifier l'accord avant la fin de 2016.

Tourisme : l'année 2016 a bien démarré pour le tourisme international, selon l'OMT



Une plage sur la Côte d'Azur, en France.
Photo : OMT

19 juillet - La croissance du tourisme international est restée supérieure à la moyenne au cours des quatre premiers mois de 2016, a indiqué mardi l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

Selon les dernières estimations chiffrées de l'OMT, publiées mardi, l'année 2016 a bien démarré pour le tourisme international, avec une augmentation de 5 % des arrivées de touristes internationaux entre janvier et avril 2016. « Les résultats ont été solides dans la quasi-totalité des sous-régions et de nombreuses destinations ont connu une croissance à deux chiffres », a indiqué l'agence dans un communiqué de presse, tout en précisant que les perspectives pour la période allant de mai à août restaient positives.

L'OMT a souligné que les destinations touristiques à travers le monde ont reçu la visite de 348 millions de touristes internationaux (visiteurs qui passent la nuit) entre janvier et avril 2016, soit environ 18 millions de plus que l'an dernier (+5,3%) pour la même période. L'agence a indiqué que suite à la croissance de 4,6 % enregistrée en 2015, cette tendance pourrait faire de l'année 2016 la septième année consécutive de croissance supérieure à la moyenne, sachant que les arrivées internationales ont progressé de 4 % ou plus chaque année depuis la crise de 2009.

« Ces résultats sont l'expression d'un grand désir de voyager qui n'a cessé d'alimenter la croissance du tourisme. Les destinations continuent de bénéficier, en dépit des défis actuels, d'une demande vigoureuse toutes régions du monde confondues, ce qui montre que le tourisme est un secteur économique dynamique et résilient », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai.

Cependant, malgré ces bons résultats, M. Rifai a indiqué que les événements tragiques de ces derniers mois ont rappelé à quel point la sécurité restent un défi important pour l'industrie du tourisme. « Nous devons continuer de travailler en étroite collaboration pour faire face à cette menace mondiale et veiller à ce que le tourisme fasse partie intégrante des plans et des interventions en cas d'urgence aux échelons national, régional et mondial », a-t-il dit.

Selon les sources de l'OMS, l'Asie-Pacifique est la région du monde ayant affiché la plus forte augmentation des arrivées internationales (+9 %). Parmi les sous-régions du monde, l'OMT a ajouté que l'Afrique subsaharienne (+13 %) arrive en tête des taux de croissance, après des résultats modestes les dernières années.

Ban Ki-moon salue une mesure de financement renforçant l'autonomie de l'Union africaine



Ban Ki-moon et Mme Nkosazana Dlamini Zuma. Photo: ONU/Rick Bajornas

19 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité de la « décision historique » prise lundi par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), en faveur d'un financement plus autonome de l'Organisation régionale, et notamment de son budget alloué à la paix et la sécurité.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a noté « avec intérêt les dispositions de financement novatrices visant à fournir à l'UA, par le biais du Fonds de la paix, des moyens financiers supplémentaires pour répondre aux défis concernant la paix et la sécurité auxquels fait face le continent ».

M. Ban a félicité les chefs d'Etat et de gouvernement, les dirigeants de l'UA, notamment la Présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, et le Haut représentant de l'UA pour le Fonds de la paix, Donald Kaberuka, pour

l'engagement pris de financer 25% de l'agenda de l'UA pour la paix et la sécurité avec une très large avance, par rapport à l'objectif initial de 2020.

Notant qu'un « partenariat solide exige des partenaires solides », le Secrétaire général s'est réjoui de cette étape supplémentaire vers la consolidation du partenariat entre l'ONU et l'UA. A ce titre, il a exhorté les États membres à « accorder toute leur attention à cette initiative ».

Les zones arides contiennent 27% de la superficie forestière mondiale, selon la FAO



Un baobab dans un paysage aride dégradé d'une province à l'est du Kenya. Photo : Banque mondiale / Flore de Preneuf

19 juillet - Un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) apporte des informations clés concernant la présence et l'étendue de forêts et d'arbres dans les zones arides du monde, où la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de millions de personnes sont de plus en plus menacés par le changement climatique.

D'après les conclusions préliminaires de l'étude, publiées mardi (le rapport sera publié plus tard cette année), les arbres sont présents avec des densités extrêmement variables sur presque un tiers des 6,1 milliards d'hectares de zones arides dans le monde. « En d'autres termes, il s'agit d'une surface deux fois plus grande que le continent africain et constituée de forêts, à environ 18% », a déclaré la FAO dans un communiqué de presse.

L'agence estime que près de 2 milliards de personnes vivent actuellement dans des zones arides, dont pour 90% d'entre eux dans les pays en développement. La FAO estime également que les populations pauvres vivant dans des zones rurales éloignées seront les plus vulnérables face aux pénuries alimentaires, qui, associées aux violences et aux troubles sociaux, provoquent déjà des migrations forcées dans les régions arides d'Afrique et d'Asie de l'ouest.

« Jusqu'à présent, très peu de statistiques portent sur les arbres en milieu aride, surtout pour ceux qui poussent hors des forêts, malgré leur importance vitale pour les humains et l'environnement », a indiqué l'agence, soulignant que les feuilles et les fruits des arbres sont généralement une source de nourriture, d'énergie et de commerce pour les populations.

Première évaluation statistique portant sur l'utilisation des terres dans les zones arides du monde, l'étude de la FAO fournit des bases afin de surveiller les évolutions des forêts en milieu aride. « Pour les gouvernements, les donateurs et autres intervenants opérant dans les domaines du développement durable, il s'agit d'un outil précieux afin de les guider dans l'élaboration de politiques et pour cibler leurs investissements », a déclaré la FAO.

A l'aide d'images satellites accessibles au public par le biais de Google Earth Engine, Bing Maps ou encore d'autres sources, l'étude de la FAO tire ses renseignements de plus de 200 000 places-échantillons.

Les images satellites ont été interprétées par Collect Earth, un outil faisant partie de l'ensemble de logiciels libre Open Foris, un logiciel en accès libre développé par le Département foresterie de la FAO pour faciliter la collecte, l'analyse, les rapports et les échanges de données pour les experts du monde entier.

Selon l'étude, les zones arides du monde contiennent 1,11 milliards d'hectares de terres forestières, soit 27% de la superficie forestière mondiale estimée à environ 4 milliards d'hectares.

Deux tiers de la zone forestière en milieu aride peut être qualifiée de dense, selon le rapport, ce qui signifie qu'elles sont caractérisées par des canopées fermées.

Les prairies représentent quant à elle la deuxième utilisation des terres la plus commune en milieu aride (31%), suivi par les forêts (18%) et les terres cultivables (14%). La catégorie « autres terres » représente 34% des zones arides mondiales.

Bahreïn : l'ONU appelle à revenir sur la décision de dissoudre le principal parti d'opposition



Une porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Ravina Shamdasani. Photo ONU multimedia

19 juillet - Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) a appelé mardi le Bahreïn à revenir sur la décision prise par un tribunal du pays de dissoudre Al Wefaq, le principal parti politique d'opposition.

« Nous regrettons profondément la décision prise par un tribunal de Bahreïn, dimanche [17 juillet], de dissoudre Al Wefaq, le plus grand groupe d'opposition du pays, suite à sa fermeture initiale le 14 juin dernier », a déclaré une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève, en Suisse.

« En dépit des appels pressants de la communauté internationale pour que le Bahreïn tente de désamorcer les tensions inquiétantes dans le pays, nous regrettons sa décision de donner suite à cette interdiction », a-t-elle ajouté.

Mme Shamdasani a par ailleurs déclaré que le HCDH disposait de rapports suggérant que l'audience du tribunal en question n'avait pas respecté les principes d'un procès équitable.

« L'interdiction d'Al Wefaq est la dernière en date d'une série de mesures au cours des derniers mois, qui semblent être conçues pour venir à bout de toute dissidence », a-t-elle poursuivi.

La porte-parole du HCDH a ainsi exhorté les autorités et les institutions nationales des droits de l'homme présentes dans le pays à prendre des mesures de confiance immédiates pour garantir le respect des droits à la liberté d'expression pacifique, de réunion et d'association.

« Nous les exhortons à revenir sur la décision d'interdire Al Wefaq et d'autres organisations qui ont été suspendues pour avoir exercé pacifiquement leurs droits », a-t-elle appelé.

La veille, lundi 17 juillet, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait également déploré l'annonce de la dissolution d'Al Wefaq dans un communiqué de presse.

Soudan du Sud : le HCR inquiet du sort de milliers de personnes fuyant les violences vers l'Ouganda



Le 14 Juillet 2016, l'UNICEF a livré à l'aide de huit camions-citernes 100.000 litres d'eau aux personnes déplacées à Juba, au Soudan du Sud. Photo : UNICEF Soudan du Sud

19 juillet - Le nombre de personnes fuyant les récentes violences au Soudan du Sud vers l'Ouganda voisin a fortement augmenté au cours des derniers jours, a indiqué mardi le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), avertissant que cet afflux des réfugiés risquait de croître encore davantage dans les jours à venir.

Lors d'un point de presse à Genève, un porte-parole du HCR, Leo Dobbs, a indiqué qu'un peu moins de 3.000 personnes ont traversé la frontière vers l'Ouganda entre vendredi et dimanche derniers. Il a précisé qu'au total, depuis le début de la dernière vague de violence dans la capitale sud-soudanaise Juba, le 7 juillet 2016, 5.015 personnes ont fui le pays vers l'Ouganda, pour plus de 90% des femmes et des enfants de moins de 18 ans.

M. Cobbs a par ailleurs déclaré que le HCR s'attendait à ce que l'afflux de réfugiés augmente encore dans les prochains jours, dans la mesure où les points de contrôle sur la route de 200 kilomètres reliant Juba à Nimule, en Ouganda, ont été levés. « En conséquence, davantage de gens arrivent par camion, ce qui explique l'augmentation du nombre d'arrivées », a souligné le porte-parole.

Il a précisé que les nouveaux arrivants sont principalement issus de l'Etat d'Équatoria-Oriental et qu'une minorité seulement provient de Juba. « Ils signalent que la situation sécuritaire reste instable et que les combats pourraient reprendre à tout moment. Les réfugiés parlent aussi d'une augmentation des pillages », a rapporté le porte-parole.

Il a précisé que les réfugiés arrivaient en Ouganda fatigués et affamés. « Beaucoup d'entre eux ont marché pendant des jours en transportant leurs biens », a-t-il dit, ajoutant que d'autres souffraient de malnutrition depuis plus longtemps, dans la mesure où les activités des milices dans certaines régions du Soudan du Sud ont entravé la récolte des cultures ces derniers mois.

Le porte-parole a annoncé que ces nouveaux déplacements diminuaient encore la capacité du HCR à fournir une assistance en temps opportun aux réfugiés et personnes déplacées dans le pays, surtout à Juba, dont l'accès reste difficile. « Vendredi dernier, à Nairobi, le HCR a présenté un appel de fonds révisé pour ses opérations d'aide aux réfugiés sud-soudanais de 701 millions de dollars », a déclaré M. Cobbs, précisant que le précédent appel de 638 millions de dollars a été financé à hauteur seulement de 17%.

Maladies non transmissibles: les pays progressent mais doivent intensifier leurs efforts pour tenir les engagements mondiaux



Un homme fume sur le bord de la route au passage d'un bus au Népal. Photo : Banque mondiale/Aisha Faquir

19 juillet - Un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), publié lundi, souligne la nécessité d'intensifier les mesures nationales pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de protection des populations contre les cardiopathies, les cancers, le diabète et les maladies pulmonaires.

« À l'échelle mondiale, ces quatre types de maladies non transmissibles (MNT) constituent la plus grande cause de décès chez les personnes de moins de 70 ans et représentent une menace majeure pour le développement durable », a déclaré l'OMS dans un communiqué de presse accompagnant la sortie du rapport.

Cette enquête mondiale, intitulée 'Assessing national capacity for the prevention and control of noncommunicable diseases' ('Évaluer les capacités nationales de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles'), montre que certains pays accomplissent des « progrès remarquables », en prenant des mesures pour protéger les populations du tabagisme, de la consommation nocive d'alcool, de la mauvaise alimentation et du manque d'exercice physique.

« Des pays, y compris parmi les plus pauvres, démontrent qu'on peut progresser et faire baisser la mortalité prématurée due aux MNT. Mais ces progrès, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, sont insuffisants et inégaux », a estimé Dr. Oleg Chestnov, Sous-Directeur général à l'OMS.

La première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les MNT a eu lieu en 2011 et a abouti à l'adoption d'une déclaration politique mettant la prévention et la maîtrise des MNT en bonne place dans le programme de développement. La seconde réunion de haut niveau s'est tenue en 2014; au cours de celle-ci, les pays se sont engagés à fixer des cibles nationales sur les MNT en 2015.

« Si les pays continuent sur cette trajectoire, ils n'auront pas la possibilité d'atteindre tous la cible des objectifs de développement durable consistant à réduire d'un tiers, d'ici 2030, le taux de mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles », a-t-il ajouté.

Le rapport indique que 60% des pays ont fixé des cibles assorties de délais pour les indicateurs des MNT et 92% ont intégré les MNT dans les plans nationaux pour la santé. La taxation du tabac est l'intervention fiscale la plus courante, selon l'étude, sachant que 87% des pays indiquant qu'ils ont appliqué des droits d'accise ou autres sur le tabac.

Le rapport indique que la taxation sur l'alcool est la deuxième intervention fiscale la plus répandue (80% des pays). Les troisième et quatrième interventions fiscales les plus répandues sont celles sur les boissons sucrées (18% des pays) et sur les aliments riches en graisse, en sucre ou en sel (8% des pays).

